

La vie comme elle va, après une démission ministérielle

Ils ont démissionné.

Pour cause de maladie. Emporté par Publifin. Ou après un procès en incompétence. Ils témoignent. S'interrogeant sur eux-mêmes, l'avenir, la politique. Avouant avoir (fort) changé.

Paul Furlan

« Touché par le côté sordide de certains »

Paul Furlan a été emporté par le scandale Publifin. Pas pour avoir touché indûment des jetons de présence. Mais comme ministre wallon des Pouvoirs locaux. Après une succession de révélations sur son chef de cabinet (qui était administrateur chez Nethys et Publifin, donc soupçonné de conflit d'intérêts), sur son cabinet lui-même, sur sa compagne. Le 26 janvier 2017, sous la pression, il démissionne.

Les heures qui précèdent

« L'affaire Publifin commence en rence de presse devait être faite dans me dit qu'il est inadmissible qu'on décembre. Une relative tran- le gouvernement, mais la veille au matin demandé de démissionner... » qu'il quitte pour moi, car je n'ai pas la tu- soir, Benoît Lutgen demande que je la Puis vient tout de même une im- telle sur une intercommunale triré- fasse tout seul. Puis, le jour même, à pression de vide. Il faut réorganiser le gionale. À la rentrée, je donne une in- 9 heures, il appelle Elio Di Rupo pour temps, « remplacer le travail ministériel, dans laquelle je juge le statut l'informer que le CDH va demander-tériel par autre chose, retrouver des d'intercommunale tout à fait dépassé ma démission. » C'est le tournant, centres d'intérêt. Moi, j'ai toujours eu pour gérer la distribution d'énergie et « Mon président me dit "Voilà ce qui une vie en dehors de la politique, je ne propose de passer à une forme d'en- risque de l'arriver cet après-midi, à suis pas sorti du sérail. J'étais chef treprise publique. Et là, je ramasse à toi de prendre tes responsabilités". Il d'entreprise, j'ai fait beaucoup de peu près tout le monde liégeois sur le me met donc le marché en mains, sports extrêmes, de la montagne, das. Cela met le feu mais sans pression. Je lui réponds aux poudres, que je ne veux pas être la cause d'une que je ne veux pas être la cause d'une chute du gouvernement. Ma démis- sion calmera l'affaire. »

La gestion de la démission

La conférence de presse d'explication devient une conférence de presse de démission. « Je n'ai pas démissionné pour des questions de gouvernance ou Publifin, ni en raison d'un problème avec le PS; et je ne suis pas poursuivi par la justice. Mais un ministre, c'est aussi un fusible et quand l'anagramme d'interims. Si le président du CDH menace de faire sauter un gouvernement, le rôle d'un ministre est de protéger son parti. » Aujourd'hui, Paul Furlan a sa propre interprétation de l'intervention de Lutgen : « Je ne pense pas qu'il croyait que je démissionnerais et il comptait dès lors tirer la prise du gouvernement. Il le fera quelques mois plus tard... »

Et après Dans un premier temps, c'est « un sentiment de soulagement » que ressent Paul Furlan, « car toute cette pression pèse. Je pense avoir fait mon métier et je me dis, de manière un peu présomptueuse, que j'ai sauvé le gouvernement. » Il reçoit « des marques

et dans mon cabinet. » Les révélations s'enchaînent et la pression s'accroît. « Chaque fois que je donnais une explication, on trouvait autre chose. On m'a reproché d'avoir engagé ma femme, alors que suis sorti avec une fille qui travaillait au cabinet depuis plus longtemps que moi et qui est toujours ma compagne. »

Paul Furlan juge donc le moment venu de réunir la presse pour démontrer chaque grief. Mais un événement inattendu, deux événements même,

font changer la donne. « La confi- de sympathie, Maxime Prévot (CDH) « L'affaire Publifin commence en rence de presse devait être faite dans me dit qu'il est inadmissible qu'on décembre. Une relative tran- le gouvernement, mais la veille au matin demandé de démissionner... » qu'il quitte pour moi, car je n'ai pas la tu- soir, Benoît Lutgen demande que je la Puis vient tout de même une im- telle sur une intercommunale triré- fasse tout seul. Puis, le jour même, à pression de vide. Il faut réorganiser le gionale. À la rentrée, je donne une in- 9 heures, il appelle Elio Di Rupo pour temps, « remplacer le travail ministériel, dans laquelle je juge le statut l'informer que le CDH va demander-tériel par autre chose, retrouver des d'intercommunale tout à fait dépassé ma démission. » C'est le tournant, centres d'intérêt. Moi, j'ai toujours eu pour gérer la distribution d'énergie et « Mon président me dit "Voilà ce qui une vie en dehors de la politique, je ne propose de passer à une forme d'en- risque de l'arriver cet après-midi, à suis pas sorti du sérail. J'étais chef treprise publique. Et là, je ramasse à toi de prendre tes responsabilités". Il d'entreprise, j'ai fait beaucoup de peu près tout le monde liégeois sur le me met donc le marché en mains, sports extrêmes, de la montagne, parupente... » Alors, cet ancien tri- athlète refait du sport, retrouve le terrain communal au sens propre et consacre du temps à ses proches. Et tant pis si le téléphone ne sonne plus aussi souvent : « Cela ne me manque pas. Oui, il y a eu un trou, mais je l'ai vite comblé par des choses plus simples. Mais mon entourage a eu un peu plus de mal. »

Pourtant, admet-il, « les ministres ont une forme d'ego. Et dans une telle situation, l'ego en prend un coup. On est quelqu'un de connu, pour lequel on déroule le tapis rouge et, du jour au lendemain, on ne déroule plus rien du tout. On peut donc se dire qu'on a perdu en notoriété, ou se dire qu'il y a autre chose qu'être ministre. »

Reste que sortir par la porte démission n'est pas facile : « On craint le regard des autres. On se demande ce qu'ils pensent. » Il raconte cette anecdote : « En vacances, j'étais invité aux 60 ans d'un ami dans le sud de la France. Il n'y avait que des Belges. Et, en me voyant, certains avaient l'impression de voir arriver le diable ! »

Cette démission reste donc son regret : « J'aurais voulu mieux terminer, sortir par la grande porte en 2019 après dix ans comme ministre.

Mon bilan sera à jamais terni par cette affaire. Quand on pensera à moi, on pensera à Publifin, pas à la réforme du fonds d'investissement, au chequ-habitat, au sommet wallon du climat, à l'alliance emploi-environnement, au décumul, à la réforme du statut des intercommunales... C'est une saloperie qui me poursuivra. » Lui qui regardait plutôt sa carrière avec « fierté » jusque-là : « Jeune, mon objectif était d'être guide haute montagne, la carrière politique n'était pas mon truc, j'y suis arrivé par hasard. » Conseiller communal, député, bourgmestre, ministre. « Si ce n'est cet épisode, ça a donc plutôt été un succès story. »

Mais cet épisode pèse : « Le plus dur, c'est le côté sordide de certains comportements. » L'évoquer provoque toujours une forte émotion : « Quelqu'un d'un appareil de parti a demandé à mon ex-femme ce que l'on rapportait à sa compagne actuelle ou à des emplois fictifs par exemple. Je ne sais pas s'il était en service commandé, mais cela m'a touché énormément. » Une larme en témoigne.

Désormais, il se prépare au combat communal de 2018. Et régional de 2019 car il « veut aider son parti », même si « la fonction parlementaire ne l'amuse plus ». Une chose est sûre : décumul oblige, il choisira sa « commune plutôt que le parlement wallon ». Redevenir ministre ? « Je n'en ai plus envie, ça demande trop de sacrifices. Ou alors ce serait pour un motif un peu inavouable : prendre ma revanche, montrer de quoi je suis capable, mais cette motivation ne durerait que six mois, un an. » ■

MARTINE DUBUISSON

Jacqueline Galant « Je ne regrette rien, car si

j'étais restée ministre, je ne ne serais pas maman »

La participation au gouvernement Michel n'a jamais été un fleuve tranquille pour Jacqueline Galant. Ministre de la Mobilité, elle est moquée pour sa maîtrise aléatoire des chiffres budgétaires, critiquée pour la manière dont elle a choisi le cabinet d'avocat Clifford & Chance comme consultant, et en conflit ouvert avec le patron de son administration. Mais c'est après les attentats de Bruxelles qu'elle vacille, étant accusée de ne pas avoir tenu compte d'un rapport de la Commission européenne sur les déficiences dans la sécurité de nos aéroports. Le vendredi 15 avril 2016, après deux années sous les projecteurs, elle démissionne.

Les heures qui précèdent

Mais pour Jacqueline Galant, tout s'enclenche vraiment la veille de sa démission, à la Chambre. « Avant la séance plénière, je me dis que je vais encore passer à travers. Mais à la Chambre, ça a été d'une violence extrême. Je n'avais jamais connu ça. J'étais au bout de ma vie. On s'acharnait sur moi alors que, ce jour-là, il y avait le vote sur la levée d'immunité d'Alain Mathot... »

Les attaques sont dures, les accusations de dissimulation de documents s'enchaînent. « Je comprends que le Premier ministre n'a pas la bonne info, mais moi non plus ! Je ne pouvais pas lui fournir ce fameux rapport européen, je ne l'avais pas. » La séance plénière est

assassine, mais ce n'est peut-être rien par rapport à ce qui l'attend : le lendemain, elle doit s'expliquer en commission. Elle s'y prépare toute la nuit. Mais Charles Michel l'avertit : « Demain, ça va être une bou- aléatoire des chiffres budgétaires, critiquée pour la manière dont elle a choisi le cabinet d'avocat Clifford & Chance comme consultant, et en conflit ouvert avec le patron de son administration. Mais c'est après les attentats de Bruxelles qu'elle vacille, étant accusée de ne pas avoir tenu compte d'un rapport de la Commission européenne sur les déficiences dans la sécurité de nos aéroports. Le vendredi 15 avril 2016, après deux années sous les projecteurs, elle démissionne.

Le vendredi matin est décisif : « Je suis à bout de force. Je suis dans le bureau du Premier ministre quand je vois la notification de Sud-Presse qui annonce ma dé- mission... alors qu'elle n'est pas en- tée, contrairement à ce que l'on a pu core décidée. Là, on atteint le fond. dire, puisque quasi tous les collabo- rateurs sont restés. »

La gestion de la démission

Et elle veut que « ça aille vite. Que mon remplaçant soit désigné rapidement. Je ne voulais plus aller au cabinet. » Elle veut aussi que cette sortie se fasse à sa façon : « Je voulais que ce soit mon moment. Je l'organise très vite, sur l'heure du midi. » Pour « partir la tête haute : je n'ai jamais détourné la loi ni commis une faute. J'ai commis des erreurs de communication, mais pas de faute. »

La conférence de presse a lieu. Puis « j'ai pris mes cliques et mes claques. Le

chauffeur m'a ramenée chez moi et je l'ai remercié. Je n'avais plus avoir de lien avec la vie ministérielle. » Plus de chauffeur, donc. La rupture est nette, « le week-end est difficile. Car je pensais à toute mon équipe. C'était un cabinet de quali- té, contrairement à ce que l'on a pu core décidée. Là, on atteint le fond. dire, puisque quasi tous les collabo- rateurs sont restés. »

Et après Reste à gérer l'après. Ce n'est pas le vide, « car j'ai une famille formidable, j'étais fort entourée. Et la population de Jurbise a été exceptionnelle. » Mais pas de faux-semblant : « On se prend quand même une claque. J'ai eu l'impression que le monde s'écroulait, d'autant que j'étais de 6 à 22 heures à Bruxelles, et tout à coup, on a beaucoup de temps. Mais cela n'a pas duré. »

Car Jacqueline Galant est, dit-elle, aidée par son caractère : « Ce n'est pas la fait ma force, c'est que je n'ai jamais quitté terre, je ne me suis pas pris la tête avec cette haute fonction. Je n'ai jamais oublié d'où je venais. Et je sais aussi que j'ai toujours mon majorat, que je vais retourner au parlement wallon, je

ne suis pas sans activité. Bien sûr, il faut le temps d'encaisser. C'est aussi un électrochoc par rapport à soi. J'étais plutôt bulldozer, j'avanciais trop rapidement. Aujourd'hui, je fais les choses différemment. »

Le « choc » passé, elle veut rebondir « sur les choses de la vie, ». Et finalement, ce « choc brutal » lui « a fait du bien. Sans lui, je ne me serais peut-être pas remise en question et je ne serais pas maman. Je ne regrette donc rien, car cet événement négatif n'a eu que du positif ensuite. Cela m'a permis de consacrer du temps à mes proches, de penser à ma vie de femme et de donner la vie. À 43 ans, j'ai vécu le plus beau moment de ma vie, que je n'aurais pas connu si j'étais restée ministre. Avant, je consacrais tout à la politique. Ce n'est plus le cas. »

Une image la marquée dans cette séquence, et l'émeut toujours : « Quand j'ai vu ma filleule avec son bébé dans les bras, en mai 2016, je me suis dit : je suis passée à côté de tout ça ; j'ai 42 ans et je ne suis nulle part, confie-t-elle les larmes aux yeux. Dans mon malheur, j'ai donc eu beaucoup de chance. Il y a d'autres choses dans

la vie que la politique, même si je reste passionnée. » Ce qui ne veut pas dire que le retour au parlement fut aisé. « Ce n'était pas facile, car je n'avais jamais connu l'opposition, et que le groupe fonctionnait déjà depuis pas mal de temps, ce n'était pas évident de s'intégrer. Il fallait se

remettre à poser des questions, déposer des propositions... Puis il y a eu le renversement de majorité et c'est devenu plus intéressant. C'est plus la politique comme je l'aime, on peut faire bouger les choses. »

Et l'avenir ? Jacqueline Galant « prépare les élections communales. Après, on verra... » Car oui, après une telle démission, « on doute ; et cela traverse l'esprit : pourquoi ne pas prendre une autre orientation ? » Donc, pour les élections de 2019 : « On verra. » Et si on lui proposait un nouveau portefeuille ministériel ? « Ce n'est pas du tout à l'ordre du jour. Je consulterais plus mes proches. Et je serais totalement différente, car j'ai beaucoup appris. Ce n'est pas une nouvelle Jacqueline, mais presque... »

Une nouvelle Jacqueline qui ne supporte plus certains aspects de la politique : « La méchanceté sur les réseaux sociaux ou de journalistes, c'était le plus dur. » Mais aussi que son « nom soit sali, car l'affaire Galant était mise dans le même sac que des scandales financiers ». Elle confie toutefois : « Si j'avais été moins fonceuse, on n'en serait pas là. » Mais elle positive : « Comme ministre, j'étais toujours stressée car je me demandais ce qui allait encore m'arriver. Je n'avais pas perdu mon sourire, mais presque. J'étais comme éteinte. J'ai retrouvé ma joie de vivre. Quelque part, je me dis que c'était un signe, qu'il y a quelqu'un ou quelque chose quelque part qui dit un moment qu'il faut un électrochoc pour que tu passes à autre chose. Moi qui ne pensais qu'à la politique... » ■

Ma.D.

Marie-Dominique Simonet

« Le plus difficile, c'est le retour en politique »

Le jeudi 4 juillet, Marie-Dominique Simonet crée la surprise. La ministre de l'Enseignement obligatoire annonce sa démission. Atteinte d'un cancer, elle se retire pour se soigner.

Les heures qui précèdent

« Je me sentais énormément fatiguée. Le 1^{er} mai, j'ai donc été chez mon cardiologue, qui m'a dit que mon cœur était très bon. Mais cela n'allait toujours pas. Fin juin, après avoir senti une bouillie à l'utérus, je suis allée voir mon gynécologue. J'ai fait des tas d'exams. Et elle m'a annoncé que c'était un cancer et que ce n'était pas bon. On espère toujours que ce ne soit pas grave, mais c'était une vilaine bête... À ce moment-là, l'état d'émotion est très fort et on perd un peu ses repères. Je me souviens que je n'arrivais pas à retenir le nom du cancer, HER2/neu. Je lui ai demandé de me l'écrire, ainsi qu'une ligne du temps avec tout ce qui allait se passer. »

Tout s'enchaîne alors assez vite. « Ma première réflexion a été qu'on allait m'opérer en juillet, que j'aurais les traitements l'été et que je pourrais reprendre mes fonctions à la rentrée. Que ce ne serait qu'une parenthèse. Mais ma gynéco m'a dit : "Ça ne va pas aller." Sur le moment, j'ai trouvé étonnant qu'elle me parle aussi clairement. Mais avec le recul, elle avait raison. Car il faut se concentrer : c'est un combat contre la mort. Je me suis posé la question : serais-je capable, parallèlement au traitement qui s'annonçait long, d'assumer le job ? Et ça s'est imposé très vite : c'était impossible. Je dis souvent que ce que l'on n'est pas certain de réussir, il faut se poser la question de le tenter. Mais ce que l'on est sûr de ne pas pouvoir bien faire, il ne faut pas l'accepter. En quelques jours, j'ai donc décidé d'arrêter. Et j'ai bien fait. »

L'opération est fixée au début juillet. Il est temps d'organiser son départ.

La gestion de la démission

Marie-Dominique Simonet « finit quelques trucs importants ». Et « organise un compte à rebours ». À sa manière. « Je ne voulais pas de fuites. Or, cela allait se savoir très vite. J'allais arpenter les hôpitaux. Mon chauffeur voyait bien que des rendez-vous médicaux se succédaient anormalement, mes proches collaborateurs voyaient que je ne pouvais aller à certains rendez-vous. J'ai donc annoncé ma maladie et ma démission à mon équipe. C'était un moment très dur, émouvant. J'ai rencontré Benoît Lutgen. J'ai programmé une interview. Une seule. J'ai voulu gérer la com, sans me multiplier. Et j'ai envoyé ma lettre de démission pour que l'on puisse désigner mon successeur. Ce fut très rapide, très rempli. »

Par contre, tôt le matin ce jeudi-là, à son dernier conseil des ministres, elle dit au revoir personnellement à chacun de ses collègues. Mais sans leur confier qu'elles s'en va. Ils l'apprendront le lendemain 5 juillet, dans *Le Soir*. Les paquets sont faits. C'est son dernier jour comme ministre. Et le moment d'empathie : « J'ai reçu énormément de messages de sympathie, venus de tous les partis, au point que mon GSM a ex-

plôsé ! Il s'est bloqué car j'en avais reçu trop. » Des marques de sympathie primordiales, « car c'est une maladie que l'on ne doit pas traverser seul. C'est important d'être tenu en vie. »

Et l'après

Mais la démission crée le vide. « Comme ministre, on n'a pas de temps pour soi, pour sa famille. Et du jour au lendemain, on a plein de temps. On est un peu déstabilisé. Et, dans mon cas, avec l'incertitude de savoir pour combien de temps, de mois, d'années. » Pourtant, malgré ce vide qui s'installe, « c'est paradoxalement une période que j'ai bien vécue », confie Marie-Dominique Simonet. C'était dur, mais le combat était clairement identifié. Et on se pose plein de questions fondamentales, sur ce qu'on est. C'est un retour à l'essentiel. Je ne la souhaite pas, mais cette période m'a rendue différente. J'ai désor-

mais certaines faiblesses, avec lesquelles je dois vivre, mais d'autres forces. Je ne suis plus la même. »

Point de regret, donc. Pas même de ne plus être ministre ? « Je n'étais plus en état d'assumer. Être ministre, c'est un combat. Et j'ai switché vers un combat contre la maladie. » En fait, confie-t-elle, ce n'est pas tant de quitter le poste ministériel, mais « c'est le retour en politique qui est le plus difficile. D'autant que je ne reviens pas aux mêmes fonctions. »

La chimio est finie en décembre et, dès janvier 2018, alors qu'il reste « les rayons, tous les jours, puis les injections, pendant un an », elle retourne au parlement. « Les élections sont en mai, il fallait prendre une décision. Et j'ai décidé de me représenter aux élections. » Pourquoi ? « Je me dis "ça, je peux le faire", même si ce n'est pas totalement raisonnable. J'avais envie de redémarrer, et

plus que jamais d'être utile. Et c'est ça qui sera difficile. Car après un cancer, on a un sentiment de la précarité et de la fragilité de la vie, on veut aller à l'essentiel, pas perdre du temps. Et en politique... » Puis il y a toutes les questions qu'elle se pose : « Quand je reprends, c'est la campagne. Je suis très fatiguée et j'ai

l'impression que je ne veux pas grand-chose. Mon objectif, ce sont les régionales. Je retravaille les dossiers, je vais dans les marchés, les débats, qui sont difficiles car je n'ai pas envie de m'avilir, de m'abîmer, et que je reste fragile. Finalement, on a pu conserver nos deux sièges, et je suis contente.

Mais redevenir parlementaire, ce n'est pas facile. Ça ne va jamais, dans ce sens-là... Car j'aime être dans une forme d'action. Et là, ça me semble très vide. J'ai le sentiment de ne plus être à ma place, une perte de confiance en moi. Il y a donc un passage à vide. Il faut beaucoup de modestie. »

Mais elle positive : « C'est peut-être la meilleure chose qu'on ne m'ait pas renommée ministre, car je suis différente. Le sentiment d'urgence n'aurait pas aidé, on perd trop de temps. » Puis un ministre est très exposé. Et elle ne supporte plus certains aspects de la politique : « Il faut tout le temps dénigrer des choses, pourtant à nuancer. Dire que c'est mal quand c'est bien. Attaquer pour attaquer, couler des projets... Cela m'exaspère. »

Voilà pourquoi elle se pose toujours « beaucoup de questions, notamment celle de me présenter encore aux élections ». Elle a été avocate, fonctionnaire, au port de Liège : elle peut faire autre chose. Ministre ? Le non est catégorique : « La page est tournée. La gestion de ma démission, la maladie, j'ai essayé de faire pour un mieux. Je n'ai pas de regrets, j'ai rencontré des gens formidables. Et j'ai confiance dans la vie. J'ai toujours eu une aptitude au bonheur. Il faut la cultiver. » ■

Ma.D.

200012521